

Groupe UDC Delémont

Séance du Conseil de Ville du 28.02.2011

QUESTION ECRITE N0

Le Retour du refoulé ?

A la dernière séance de janvier du Conseil de Ville, une interpellation urgente et une question orale s'inquiétaient de la stratégie du Conseil Communal en ce qui concerne les incivilités violentes et l'insécurité de la région de la Gare, le soir et les week-ends. Motus et bouche cousue, secret de l'enquête, intégration à tout prix, refus de « stigmatiser » affirmation que seuls les automobilistes qui parquent devant la Gare commettent des véritables incivilités... Un véritable feu d'artifice de pseudo-réponses qui cherchent à cacher, à camoufler, peut-on légitimement penser, la triste réalité d'une Ville où la tranquillité, la liberté de déplacement, le respect mutuel se restreignent lentement.

Comme pour mieux démentir les propos assénés à l'esbroufe ce soir-là, la presse (pas le QJ ou RFJ, qui appliquent l'omerta de la classe politique dirigeante, honte à eux !), L'Impartial du 09 février, sorte de Wikileaks de l'Arc jurassien et dont la liberté d'expression fait plaisir à lire, signale une double agression à Delémont, dont celle d'un octogénaire, à la Gare, par deux « jeunes » qui courent encore et une bataille un peu plus loin dans le quartier, au couteau. Quand le Conseil Communal ouvrira-t-il les yeux sur la dégradation de la qualité de vie nocturne, l'augmentation du sentiment d'insécurité à la gare ? Quelle qualité d'information compte-t-il appliquer, quelle présence sécuritaire envisage-t-il de garantir. Avant que les citoyens excédés n'organisent des patrouilles préventives ?

Pour le Groupe UDC

Dominique Baettig

Le Quotidien Jurassien - 09 février 2011

Départ précipité à la police cantonale

Une agente de la Police cantonale jurassienne a démissionné un mois à peine après la fin de sa formation. Fait particulier: elle a été condamnée en Ecosse dans une affaire de stupéfiants. Le commandant par intérim Hubert Thalmann a confirmé hier soir le départ de cette agente mais a refusé tout commentaire. «C'est une affaire privée», relève-t-il.

Condamnée pour une broutille

L'agente en question a été condamnée récemment à une amende en Ecosse pour une broutille: elle n'a pas dénoncé une connaissance cultivant et consommant du cannabis. L'affaire avait été découverte durant l'été 2009 lors d'une descente de police au domicile commun des jeunes gens. Par la suite, la jeune femme a été engagée par la Police cantonale pour une formation d'une année terminée en décembre dernier. Mais en janvier, lors de son premier mois d'engagement, elle a démissionné avec effet immédiat.

«Personnellement, je n'avais pas du tout été orienté sur ce qui s'était

passé en Ecosse», nous a déclaré hier soir Hubert Thalmann. Le processus de recrutement aurait pourtant pu faire apparaître cet élément particulier. C'est la première fois à sa connaissance qu'un tel cas se produit à la Police cantonale. La formation d'un policier coûte environ 35 000 francs, sans compter son salaire. Mais Hubert Thalmann n'y voit pas vraiment un problème. Engager une personne formée dans les 2-3 mois permet en quelque sorte d'amortir le coup, explique-t-il. Un agent dont la formation a été payée doit rembourser 4000 francs en cas de départ durant la première année d'engagement, 3000 francs durant la deuxième et ainsi de suite. Les circonstances de ce départ ne font-elles pas jaser dans la police? «Pas plus qu'un autre départ», relativise le capitaine Thalmann. Il rappelle que 16 agents sont partis en 2-3 ans, qui ont tous été remplacés. Il n'y a pas de problème d'effectifs à la Police cantonale, souligne le commandant par intérim. Seul problème: «Au niveau de l'organe de conduite, il manque toujours quelqu'un. Je ne suis pas satisfait de la situation.» **GEORGES MAILLARD**

Double agression à Delémont

Le week-end dernier a été particulièrement chaud à Delémont. Vendredi soir vers 21h30, un octogénaire s'est fait agresser par deux - jeunes - individus alors qu'il regagnait sa voiture garée en face de l'ancienne gare aux marchandises. L'homme a été roué de coups au visage, aux bras ainsi qu'aux côtes. Alors qu'il s'est retrouvé à terre, il s'est mis à crier de plus belle. Une lumière est alors apparue dans un appartement d'un locatif, sans que personne toutefois ne se manifeste à la fenêtre. Suffisant toutefois pour que les deux individus qui ont agi à visage découvert prennent la fuite.

Ils n'ont rien pu dérober à leur victime qui a mis du temps à reprendre ses esprits. C'est seulement lundi après-midi qu'il s'est rendu à la police cantonale afin de déposer plainte. Son état de santé est jugé satisfaisant. Le duo court toujours.

Le lendemain samedi, en fin d'après-midi (17h), c'est une femme qui a attaqué au couteau son ex-mari, devant le magasin Denner sis en face de l'ancienne Migros. Une histoire familiale est à l'origine de cet acte qui aurait pu mal tourner. L'arme blanche utilisée - un couteau de poche - a fait que la victime n'a été que légèrement blessée. /gst

L'Impartial - 09 février 2011

POLICE JURASSIENNE

Theubet attaque Hublard

En novembre dernier, Henri-Joseph Theubet a déposé plainte pénale pour «diffamation, voire calomnie» à l'encontre d'Arthur Hublard, selon la TSR qui a révélé l'affaire lundi soir. Impossible de savoir de façon précise si l'ancien commandant de la police cantonale jurassienne se trouve toujours en arrêt maladie, le service de presse du canton se réfugiant derrière le secret de la sphère privée.

Ce qui est sûr par contre, c'est qu'Henri-Joseph Theubet est toujours suspendu sur ordre du Gouvernement depuis septembre 2010 après que le Ministère public jurassien ait ouvert une enquête contre lui pour abus d'autorité.

Le commandant Theubet en veut visiblement à l'ancien procureur Hublard de s'être fait le porte-parole d'agents accusant leur «ancien» chef d'abus d'autorité et de mobbing, le premier chef d'accusation étant poursuivi d'office.

Arthur Hublard demeure sûr de son coup. Encore plus après avoir discuté tout récemment avec des policiers. «Ce que j'ai appris est édifiant, à vomir!» C'est le procureur général Jean Crevoisier qui mène désormais l'enquête. S'il n'est pas acquitté, Henri-Joseph Theubet n'a aucune chance d'obtenir gain de cause, sa plainte étant actuellement suspendue dans l'attente du résultat de la procédure engagée par le Ministère public.

Depuis le mois d'août et les révélations d'Arthur Hublard, une vingtaine d'agents ont été entendus par Jean Crevoisier, dont les auditions vont durer jusqu'en avril. /gst